

LE PRECURSEUR,



JOURNAL CONSTITUTIONNEL DE LYON ET DU MIDI.

Le PRÉCURSEUR donne les nouvelles 24 ou 30 heures avant les journaux de Paris. — On s'abonne : à LYON, rue St-Dominique, n.° 10 ; à PARIS, chez M. Placide JUSTIN, rue St-Pierre-Montmartre, n.° 15. — PRIX : 16 fr. pour 3 mois ; 32 fr. pour 6 mois ; 64 fr. pour l'année ; hors du dép.^t du Rhône, 1 fr. en sus par trimestre.

Lyon,

30 NOVEMBRE 1831.

Le quartier-général du duc d'Orléans est à Limonest, à deux lieues de Lyon, sur la route de Villefranche. Le prince est logé chez M. Baboin de la Barollière.

On ignore quand il se propose d'entrer dans nos murs, et nous avons lieu de croire que sa propre décision à cet égard n'est pas encore prise, et qu'il attend de Paris une réponse aux dépêches qu'il y a expédiées pour rectifier sans doute les idées qu'on s'y était faites sur les événements, et demander une modification aux instructions qui lui avaient été données.

M. le préfet s'est rendu auprès du prince hier et aujourd'hui après midi. On assure qu'il en a reçu un froid accueil.

Dans la revue d'hier, plusieurs officiers qui, dit-on, avaient montré quelque hésitation dans l'exécution des ordres qui leur avaient été donnés, ont été cassés en tête des régimens.

Le corps du génie tout entier a été aussi frappé d'une punition militaire éclatante. Nous en ignorons le motif.

M. Prunelle, maire de notre ville, est arrivé hier. Il a dû se rendre ce soir au quartier-général.

La proclamation qui invite les habitans à rapporter les fusils, n'a encore atteint qu'incomplètement son but : le 30, à une heure après midi, 400 fusils seulement avaient été rendus aux commissaires de police. On évalue à 2,400 environ le nombre de ceux qui ont été enlevés soit à l'Arsenal, soit aux troupes, soit à la garde nationale.

Les mouvemens de troupes dans les départemens environnans continuent toujours ; elles se concentrent autour de Lyon. Il arrive aussi beaucoup d'artillerie.

C'est, dit-on, le général Morand qui commandait à Strasbourg, qui doit succéder dans le commandement du corps d'armée du général Roguet.

DE LA RÉACTION.

Nous prenons la plume avec un profond sentiment de répugnance et de douleur. Pour écrire notre pensée, il nous faudra plus que du courage ; car nous pourrions blesser des hommes estimables, r'ouvrir des plaies saignantes, raviver de tristes souvenirs. Toutefois, les discours que nous entendons autour de nous, les bruits qui se répandent, les probabilités même des faits les plus prochains nous font un devoir d'élever la voix et de jeter, au milieu de ces passions qui fermentent, une parole impuissante, sans doute, mais que nous ne pouvons refouler dans notre sein. Nous avons compris toute la gravité de notre mission ; et rien, ni les périls, ni les dégoûts, ni les plus injustes reproches, ni les injures amères ne nous empêcheront de le remplir.

Si donc parmi les hommes qui liront cette feuille, il en est que notre langage irrite, nous les supplions de se persuader que leur colère ira frapper un écrivain dont la tristesse est trop grande pour qu'il puisse prêter l'oreille à des clameurs individuelles.

Nous l'avons dit plus d'une fois et dans des circonstances non moins dangereuses : Quand l'émeute se présente, elle doit être réprimée.

Elle doit être réprimée par tous les moyens : par le fer, par le mousquet, par la mitraille ; car l'émeute, c'est un attentat à l'existence même de la société, et, comme tout être, plus que tout autre la société doit défendre sa vie. Dans un Etat civilisé, les pétitions armées ne peuvent recevoir qu'une réponse : celle du canon.

Ainsi, les citoyens qui se mettent dans ces momens de crise au service de l'ordre ont droit à nos éloges, et ceux qui ont pris les armes dans les derniers événemens méritent d'autant plus nos respects, que le devoir rigoureux qu'ils accomplissaient contre des concitoyens et des frères, devait leur coûter davantage.

Mais l'émeute n'est pas un fait indivisible où la cause ne puisse être distinguée de l'exécution, et la fin séparée des moyens.

Dans la catastrophe dont nous avons été témoins, par exemple, ne faut-il pas tenir compte des souffrances de cette classe malheureuse que la faim a poussée à la guerre ?

Ah ! si les préjugés de position ne nous aveuglent pas, si l'égoïsme des intérêts n'étouffe pas la voix de la conscience, accordons à ces infortunés autant de pitié pour leurs excès que pour leur misère ! Qu'a-t-on fait, grand Dieu ! pour les rendre moraux et pour leur apprendre à diriger les penchans furieux de la brutalité humaine ?

On n'a rien fait : rien pour les rendre plus heureux, rien pour les rendre meilleurs ; et, tandis que le gouvernement se fatigue à courtiser quelques pairs récalcitrans, notre industrie végète sans lois, sans réglemens, sans direction, et se débat dans les convulsions de l'agonie. Depuis quarante ans le gouvernement est une grande intrigue entre cinq ou six cents ambitieux qui se disputent des places et des cordons, se combattent, se renversent, se relèvent tour-à-tour, et les intérêts des masses sont abandonnés aux caprices de la concurrence, au hasard des événemens.

L'émeute n'est donc qu'une révolte contre la faim, et si de mauvaises passions y viennent prendre part, il faut

reconnaître qu'elles ne se rallient qu'à un noyau déjà formé.

Quelles que soient les opinions de chacun sur la question du tarif, sans doute personne ne niera qu'il n'y eût souffrance dans la population ouvrière de Lyon.

Personne ne niera non plus que des paroles imprudentes et passionnées, des actes provocans de la part de quelques fabricans n'aient accru l'irritation des ouvriers.

Voilà les causes véritables de la révolte.

Et toutefois quand la révolte s'est présentée en armes, il a fallu la combattre, puisqu'on n'avait pas su la prévenir. C'était une nécessité, c'était un devoir, parce qu'il est impossible de tolérer l'intervention de la force dans la discussion des intérêts ou généraux ou particuliers.

Mais, depuis lors, il s'est passé bien des choses qui ont modifié une situation si nette.

Nous ne les rappellerons pas.

Reconnaissons pourtant que cette victoire du désordre a été tournée tout entière au profit de l'ordre ; reconnaissons que les vainqueurs ont noblement manifesté leur repentir en livrant eux-mêmes une guerre prompte et décisive aux élémens de désordre qui s'étaient mêlés dans leurs rangs.

Il y avait deux élémens, deux populations parmi les vainqueurs, et l'élément honnête a fait une justice sommaire des passions mauvaises : les quais du Rhône ont été témoins de ces actes saillans de la probité populaire ; et ces exécutions ont laissé, il nous semble, peu de crimes à punir, peu de travail à la justice régulière.

Cependant si des forfaits individuels se sont cachés sous la grande et déplorable colère du peuple, si des vengeances particulières se sont assouvies à la faveur de cette funeste éclipse légale, nous serons les premiers à demander que les tribunaux interviennent, mais les tribunaux seuls dans leurs formes simples et ordinaires.

Nous espérons être compris sans explications plus étendues.

C'est donc avec un vif chagrin que nous voyons le roi, les chambres, les ministres, les journaux de Paris, et, le dirons-nous, une partie de la population de cette ville, demander à grands cris une répression sévère, une punition exemplaire, un châtiement éclatant.

Quant au gouvernement, il est évident qu'il y a erreur de sa part ; les chambres, avec une précipitation déplorable, persuadées sans doute que le mouvement de Lyon avait un but politique, ont invoqué des mesures de rigueur avant de connaître l'état des choses et la question véritable.

On a parlé dans les chambres d'attentats à la propriété : l'émeute n'avait pas ce but, et les attentats de cette nature, ont été, nous l'avons dit, punis sur le champ.

Le gouvernement et son autorité n'ont pas été méconus un seul instant : c'est au nom du gouvernement que le préfet et la municipalité ont toujours agi et p. l'é : c'est en son nom que l'ordre s'est rétabli, après une funeste querelle intestine. — Ce n'est pas en son nom qu'il sera possible de poursuivre des hommes qui ont aidé ses agens à rétablir parmi nous le règne des lois.

L'état où nous avons demeuré quelques jours et où nous sommes encore par une grande faute du gouvernement, est tout exceptionnel, et ne peut être jugé suivant les règles communes de l'administration. Que les ministres y réfléchissent : il serait déplorable qu'un préfet qui a parlé au nom du roi, qui a engagé sa tête dans des circonstances d'une incalculable gravité, fût désavoué par eux dès que le péril politique paraît avoir cessé. D'ailleurs, le préfet et le maire n'ayant pas été destitués, (et ce serait un grand malheur qu'ils le fussent), le gouvernement ne peut rétracter les engagements qu'ils ont pris pour lui.

Dira-t-on qu'il n'y a pas eu engagement formel, qu'il y a eu contrainte, violence ?

Un cri d'indignation s'élèverait contre cette imposture. Non, nul contrat n'a été signé : mais n'y a-t-il pas des contrats tacites, et toutes ces proclamations où les chefs des ouvriers plaçaient leurs noms à côté de la signature des autorités ne sont-elles pas des actes irrécusables ?

Quant à nous, qui, pendant ces jours de funèbre mémoire, nous sommes dévoués au pouvoir resté debout comme à une autorité légale et légitime ; qui avons fait tous nos efforts pour rallier autour de lui tout ce qu'il y avait de volontés honnêtes dans cette cité, nous rougirions d'indignation et de douleur si l'on s'était servi de notre influence pour amener cette population, un instant égarée, dans un trébuchet légal. Ne pouvant approuver ni la révolte ni l'hypocrisie de l'autorité, nous nous serions condamnés au silence, plutôt que d'encourager le désordre ou de favoriser cette embûche ministérielle. Que le gouvernement se livre à ses projets de vengeance, et nous aurons honte du rôle que le *Précurseur* a joué dans cette fatale affaire.

Nous nous servirons d'autres argumens pour parler à nos compatriotes irrités.

Nous ne voulons point blâmer ces douleurs de pères, de frères, d'amis qui saignent dans tant de familles ; nous comprenons ces sanglots amers, ces larmes de colère, ces transports d'un chagrin sans consolation, et nous pleurons avec eux tant de trépas inutiles.

Mais ceux qui ont causé toutes ces douleurs, cette population, un instant furieuse et bientôt calmée et repentante, n'a-t-elle pas aussi des morts, des funérailles et des pleurs ?

Mais la vengeance, puisque c'est là le nom odieux des sévérités intolérables, la vengeance rendra-t-elle la vie à ceux que nous avons perdus ?

Mais n'est-ce pas assez du sang versé par le sabre et la mitraille, et faut-il confier au bourreau le dernier acte de cet épouvantable drame ?

Non ! Il y a bien peu de jours, quand la révolte triomphante se promenait dans nos rues, sur nos places, le mot d'oubli, proclamé par elle, fut accepté par nous avec effusion et sincérité. Voulez-vous qu'elle se repente d'avoir été généreuse ? voulez-vous qu'une cité tout entière soit accusée de s'être cachée sous l'hypocrisie de la peur ?

Non ! Nous étions sincères, quand nous disions, avec les vainqueurs d'hier : *Oubli du passé*. Vainqueurs aujourd'hui, disons-le après eux, et que tous ceux qui, en faveur de l'ordre, ont élevé la voix dans ce grand désordre, ne reçoivent pas demain un démenti que personne alors ne leur a donné. La parole de tous ceux qui ont parlé en faveur de la société un instant vaincue, proclamé l'oubli du passé et l'amnistie, la société victorieuse leur donnera-t-elle un sanglant désaveu ?

Un mot encore : De quoi s'agit-il maintenant ? de l'avenir, car le passé est irrévocable.

Or, croit-on qu'un exemple fût propre à prévenir de nouveaux malheurs ?

Non : ce ne serait qu'un levain de colère.

Le véritable remède est dans de bonnes mesures administratives, dans des précautions habilement combinées pour fournir du travail et du pain aux ouvriers honnêtes, et pour exclure la population vagabonde et malfaisante.

La cause des émeutes, c'est la faim.

Il faut guérir la faim.

Elle ne se guérit pas avec des baïonnettes et des échafauds.

Pour nous, nous voulons le répéter en terminant : Tout ce que nous sentons aujourd'hui au sein de notre douleur, c'est un immense besoin d'oubli, d'indulgence, de pardon ; c'est le désir ardent d'effacer toutes les traces des maux passés pour ne songer qu'à assurer le repos et le bonheur de l'avenir. Une population ignorante s'est montrée grande et sublime, nous le disons sans crainte, toutes nos lumières ne nous fourniraient-elles que les moyens de l'en punir de sang-froid ?

DU TARIF.

Au Rédacteur du Précurseur.

Lyon, 29 novembre 1831.

Monsieur,

Après les effroyables événemens dont nous venons d'être les témoins, il me semble qu'il est du devoir de tout homme de bien, de tout bon citoyen, d'apporter son tribut pour cicatriser tant de plaies, pour prévenir le retour de telles catastrophes. C'est dans cette pensée que je m'adresse à vous, afin de donner de la publicité à des idées bien simples, qui bien souvent se sont présentées à l'esprit, mais qui n'ont pas encore reçu la sanction d'une discussion publique.

Tout le monde, aujourd'hui, est d'accord sur l'impossibilité, l'absurdité d'un tarif imposé aux fabricans d'étoffes de soie comme aux ouvriers. Tout le monde comprend qu'un tarif auquel il faut toujours se soumettre, et qui ne tolère pas les transactions particulières, est une véritable boîte de Pandore d'où doivent sortir les maux les plus affreux. C'est un *maximum* appliqué au travail, et il doit avoir le résultat de tout *maximum*, la disette du produit auquel il est appliqué. Mais si ces vérités sont incontestables, pourquoi donc a-t-on promis un tarif ? C'est-là, j'ose le dire, la cause de tous les maux qui pèsent et pèseront longtemps sur notre ville. Aussi l'*Echo de la Fabrique*, lui-même, à la fin d'un article tout plein des figures de la rhétorique saint-simonienne, s'écrie-t-il, avec raison : « Qu'on agisse donc franchement, une fois au moins, avec la classe ouvrière, qu'on ne lui promette que ce qu'on peut tenir. » On ne peut, on ne pourra jamais tenir la promesse d'un tarif absolu. Aussi, dans l'absence du travail, qui a été la suite nécessaire d'une promesse imprudente, les ouvriers ont vu une coalition de fabricans, ils se sont irrités, ils n'ont pu obtenir de l'autorité ni du conseil des prud'hommes l'appui qu'ils attendaient, mais qu'on ne pouvait leur donner, de là tous les malheurs que nous déplorons.

Cependant, il est de fait que des fabricans, en petit nombre, il est vrai, abusent de leur position vis-à-vis de leurs ouvriers. Il est de fait qu'un grand nombre d'ouvriers souffre du bas prix des salaires. Occupons-nous d'abord des moyens d'empêcher l'oppression de l'avidité et de la mauvaise foi. Parmi ces moyens il faut placer un tarif que j'appellerai *réglementaire*, un tarif qui ne déroge point aux conventions particulières, mais qui sera toujours appliqué dans l'absence de ces conventions. Ce tarif ne nuira rien à la liberté du commerce, il n'enchaînera d'une manière absolue ni le fabricant ni l'ouvrier, mais il sauvera ce dernier des prétentions du fabricant qui voudrait le rançonner au moment où il vient rendre un travail ter-

la chambre des députés, de se rendre immédiatement à Metz, et au maréchal duc de Trévise de se rendre à Strasbourg. Les préfets de ces deux villes ayant fait connaître par le télégraphe leur crainte sur le contre-coup des événements; le maréchal Molitor a dû se mettre en route ce matin pour Marseille avec une mission temporaire.

Il est fort douteux, quoi qu'en dise le *Journal de Paris*, qui avait sans doute des raisons pour donner l'éveil au peuple et à la vigilance de la garde nationale, qu'il ait été placardé des affiches dans différents faubourgs pour engager les ouvriers de Paris à imiter l'exemple de ceux de Lyon. Sauf la singulière conspiration napoléoniste des huit Polonais, Italiens ou Piémontais, dont l'arrestation a été annoncée à la chambre par M. le président du conseil, rien dans la capitale n'a produit le plus petit symptôme d'agitation. La police seule, pour se faire valoir, M. Gisquet, peut-être pour gagner ses éperons de préfet, pourraient voir sous d'autres couleurs l'état paisible de la population parisienne.

Bayonne, 25 novembre. — Quelques troubles ont éclaté ce soir dans notre ville; un chanteur qui, après avoir parcouru plusieurs villes du Midi, est arrivé à Bayonne, avait depuis quelques jours l'habitude de se rendre sur la place de la Liberté, où il chantait des chansons patriotiques qu'il accompagnait de commentaires propres à égarer la foule. L'autorité, prévenue par des personnes qui n'entendaient les refrains de liberté qu'avec peine, lui ayant défendu de se rendre sur la place, à l'occasion de quelques mécontentements suivis des cris : *A bas les carlistes ! Quelques hommes de terre ayant été lancés sur les mécontents d'une maison dans laquelle se réunissait la société Grammont*, le public y a pénétré pour en avoir raison. Le juge de paix du canton nord-est, logé au second étage de la maison, a voulu faire retirer la foule; mais ayant vainement tenté d'y réussir, il s'est rendu au poste pour requérir la force armée. L'officier qui commandait a refusé d'obtempérer à sa réquisition, et M. Monclar s'est retiré au milieu des huées et des sifflets. Quelque temps après tout est rentré dans l'ordre.

Deux déserteurs, l'un du 63^e, l'autre d'un régiment de chasseurs, en garnison dans l'intérieur, ont été vus à Lun il y a deux jours.

Rouen, 27 novembre. — Nous sommes ici fort tranquilles; les ouvriers font bien dans leurs ateliers quelques commentaires sur les événements de Lyon, mais jusqu'ici aucun symptôme de trouble ne s'est manifesté. Ce n'est pas que la misère ne soit grande parmi les teinturiers et les tisserands, et particulièrement parmi ces derniers; mais les fileurs, les seuls qui soient réunis en grands ateliers, font encore des journées sinon brillantes, du moins suffisantes, et il n'est point probable qu'ils se livrent à aucun excès.

On devait jouer ce soir au Grand-Théâtre, *Napoléon ou Schenbrunn et Sainte-Hélène*; l'autorité, par un excès de prudence, a exigé que le spectacle fût changé, il sera remplacé par un opéra.

— On écrit de Cholet, 20 novembre :

« Je viens d'apprendre l'arrestation de MM. Frotier de Bagnaux, ancien préfet de Maine-et-Loire, et de Therrouneau. Je ne connais encore aucuns détails sur cette prise importante; seulement je puis vous assurer que le fait est certain. Il paraît qu'ils ont été arrêtés peu loin de leur domicile. »

Chambre des Pairs.

Séance du 27 novembre.

Présidence de M. Pasquier.

A midi, M. le marquis de Dreux-Brézé est seul à sa place. MM. les pairs arrivent lentement et forment un groupe peu animé où l'on sent l'effet des événements de Lyon.

A une heure, M. le président monte au fauteuil. La séance est ouverte.

M. le président : La chambre a à recevoir dans son sein M. le comte Cassini qui a été admis hier. Je prie M. le duc de Caraman et M. le marquis de la Roche-Aymon de vouloir bien l'introduire.

M. Cassini est introduit et prête serment.

M. le président : Hier, à la fin du comité secret qui devait terminer la séance, M. le président du conseil est venu faire à la chambre une communication de la plus haute importance. Un grand nombre de MM. les pairs étaient absents et n'ont pu en avoir connaissance. J'ai pensé qu'il était convenable que la chambre fût réunie de nouveau, afin que tous ses membres eussent connaissance de cette communication et pussent proposer ce qu'ils croiraient utile en cette circonstance. Aucune proposition n'a été faite jusqu'ici.

M. le marquis de Barbé-Marbois : La proposition est dans tous les esprits : c'est de répondre par une adresse à la communication qui nous est faite au nom du roi. (Oui ! oui ! appuyé !)

M. le président : Ainsi la proposition d'une adresse est faite et appuyée ? (Oui ! oui !)

M. le marquis de Dreux-Brézé : Je demande la parole, et je ne dirai que quelques mots (Parlez ! parlez !)

Messieurs, il me semble qu'avant de s'occuper d'une adresse, il faut savoir pour quel motif et dans quel but nous la ferons. Une communication a été faite à la chambre des députés, et elle y répond par une adresse; la même communication, nous faisons aussi une adresse; je regretterais alors, dans tous les cas, que nous n'eussions pas pris l'initiative.

Je regrette, je déplore certainement les graves désordres, les attentats contre la propriété, dont la nouvelle nous a été communiquée hier. Il n'est pas un de nous qui ne doive en être profondément affligé, et je prie mes nobles collègues de croire qu'aucun d'eux ne l'est plus que moi.

Mais qu'allons-nous faire dans l'adresse qu'on nous propose? Est-ce approuver, est-ce blâmer l'administration? Nous l'approuvons tous les jours, ou du moins cette chambre l'approuve ainsi que l'autre par ses votes. Une adresse est donc inutile.

Je crains pour ma part que l'on n'y voie, non pas la preuve du concours ordinaire que les chambres doivent et accordent au gouvernement, mais un achèvement vers des mesures et des lois d'exception. (Murmures et réclamations.)

Je ne dis pas que l'adresse contiendra rien qui puisse justifier ces appréhensions, mais on pourrait le croire et je m'y opposerais tous les jours. Car je crois que le gouvernement, le ministère actuel tomberaient le jour où ils s'écarteraient de la Charte de 1830. Tous les par-

tis se sont réunis sous cette bannière, parce qu'elle protège tous les droits et a garanti tous les intérêts. Le jour où le gouvernement emploierait des lois d'exception, le ministère actuel serait renversé. (Agitation en sens divers.)

M. le comte de St-Priest avec force : Je ne partage pas les craintes du préopinant, et je crois que personne ne pourra soupçonner le gouvernement d'une tendance vers les lois d'exception, car il les a constamment repoussées; il a déclaré qu'il ne les accepterait jamais. Quant à cette susceptibilité d'étiquette qui ne veut que nous fassions aujourd'hui ce qui eût été mieux fait hier, je ne l'approuve pas non plus, et j'appuie de toutes mes forces la proposition d'adresse (Très-bien !)

Voix nombreuses : Appuyé ! appuyé !
M. de Dreux-Brézé fait signe qu'il veut répondre. (Aux voix ! aux voix !)

Quelques voix : Laissez parler !

M. de Dreux-Brézé : Je n'ai point dit que le gouvernement demandât des lois d'exception. Mais j'ai craint qu'une mesure extraordinaire n'eût l'air d'un achèvement. (Murmures.)

M. le comte de Pontécoulant (écoutez ! écoutez !) : En arrivant à cette séance, je croyais trouver la chambre des pairs unanimement disposée à accepter la proposition d'adresse. (Très-bien !)

M. de Barbé-Marbois : Elle l'est moins un.

M. de Pontécoulant : Cette unanimité me semblait toute naturelle pour l'accomplissement d'un devoir.

Quant à l'inopportunité de la mesure qui aurait pu être mieux prise hier, elle ne me touche nullement, et si on se rappelle les circonstances dans lesquelles la communication nous a été faite, ce retard qui en dépend tout-à-fait n'étonnera personne.

La chambre avait terminé sa séance pour se former en comité secret, ce comité lui-même était terminé, beaucoup de membres étaient sortis, lorsque la séance, sur la proposition du président du conseil, a été déclarée publique, quoiqu'on ait eu de la peine à réunir trois ou quatre auditeurs.

Il n'y avait plus à la séance aucun journaliste, et ils sont les véritables représentants de la publicité, puisque c'est par leur organe que vos délibérations sont portées sur tous les points de la France et de l'Europe. Quant à moi, et j'en demande pardon à la chambre, j'étais parti avant la fin de la séance, et je n'étais pas le seul dans ce cas, comme elle peut se le rappeler. Aussi la communication ministérielle nous a été faite de manière qu'il nous a été impossible de prendre sur le champ aucune décision. Sans cela, et je ne crains pas d'être démenti par aucun de mes honorables collègues, nous n'aurions pas hésité à y répondre sur-le-champ, comme l'a fait l'autre chambre. (Oui ! oui ! très-bien !)

Aujourd'hui, il me semble que la chambre doit être unanime pour assurer le gouvernement, dans les circonstances où il se trouve, du concours de la chambre, du concours de tous les bons citoyens, pour la défense des lois, le maintien de l'ordre, de la tranquillité publique, pour le maintien de la paix de l'Europe, car tout est dans cette question, tout est compromis par cette révolte des prolétaires contre la propriété et la liberté de l'industrie. Il ne s'agit point ici d'étiquette ou de précautions spécieuses. (Très-bien !)

Je regrette, je le répète, que la résolution de cette chambre n'ait pas été unanime. En Angleterre, où les partis sont plus animés, plus partagés qu'ils ne le seront jamais en France, je l'espère, lorsqu'il s'est agi de révoltes de matelots ou de quelques mesures d'ordre, on a vu constamment toutes les opinions se réunir, et, fortes de leur accord, de leur unanimité, marcher triomphantes au maintien de l'ordre et assurer la prospérité du pays. (Très-bien ! très-bien !)

J'espérais trouver également ici cette unanimité.

M. de Dreux-Brézé : Je n'ai point repoussé la proposition d'adresse, et je serais fâché que la chambre donnât à mes paroles un sens qu'elles n'ont pas. J'ai craint que l'on nous demandât des lois d'exception.

Une voix : Le ministère a déclaré qu'il n'en voulait pas.

M. de Dreux-Brézé : Je crois de mon devoir de les combattre, de les prévenir.

M. de Pontécoulant : J'en ai combattu plus que vous.

M. de Dreux-Brézé : Je le crois, car le noble pair est plus âgé que moi; mais du moins je puis prendre l'engagement de les combattre toute ma vie.

Une voix : Attendez au moins qu'on les présente.

M. de Dreux-Brézé : Je ne m'oppose point à la proposition d'une adresse. (Aux voix !)

M. le président met aux voix la proposition d'une adresse au roi.

La proposition est adoptée, continue-t-il après la contre-épreuve, et je crois même qu'elle l'a été unanimement.

M. de Barbé-Marbois : Moins une voix.

M. de Dreux-Brézé : Ce n'est pas la mienne du moins, car j'ai voté pour.

La chambre veut-elle nommer elle-même une commission pour la rédiger.

Voix nombreuses : Nommez-la !

M. le président désigne pour composer cette commission MM. le comte Portalis, le comte Caffarelli, le baron Mounier, le duc Decazes, le duc de Crillon, le comte d'Haussonville, le duc de Broglie, le comte Siméon, le comte Molé.

M. le président : La commission va se retirer immédiatement pour s'occuper du travail qui lui est confié. Comme l'heure n'est pas fort avancée, je pense que la chambre pourrait rester assemblée et entendre son rapport dans cette séance. (Appuyé ! appuyé !)

En conséquence, la séance est suspendue.

Aucun ministre n'assistait à cette délibération; pendant la suspension de la séance, M. le ministre de l'instruction publique prend place à son banc.

A trois heures vingt minutes la séance est reprise.

M. le comte Portalis, rapporteur de la commission, a la parole et donne lecture à la chambre du projet d'adresse. (Voir cette adresse à l'article Lyon.)

M. le président : La chambre veut-elle se retirer dans ses bureaux pour délibérer sur cette adresse ? (Non ! non.) Alors je vais lire de nouveau le projet, et mettre successivement chaque paragraphe aux voix.

Les premier et deuxième paragraphes sont adoptés.

Sur le troisième qui contient cette phrase : Si parmi ceux-là même qui sont armés pour la protéger, il s'en trouve qui les attaquent, etc.; le ministre de l'instruction publique trouve que ces expressions sont trop générales. Si s'est trouvé des ouvriers qui ont tourné contre l'autorité des lois les armes qu'ils avaient reçues comme gardes nationaux pour les défendre, il est juste de rendre hommage à une grande partie de cette garde nationale dont la conduite a été admirable. (Très-bien !)

Après quelques explications de MM. le comte Dejean et du baron Mounier, au nom de la commission, la chambre vote le paragraphe avec un léger changement qui tend à mettre la phrase au conditionnel; elle est ainsi rédigée : Si parmi ceux-là mêmes qui sont armés pour la défendre, il s'en trouvait qui les attaquaient, etc.

Les autres paragraphes sont successivement adoptés, et la chambre passe au scrutin sur l'ensemble, en voici le résultat :

Votants	104.
Oui	104.

La chambre adopte à l'unanimité.
M. le président tire au sort la grande députation de vingt membres qui présenteront avec lui cette adresse au roi.
La séance est levée à 4 heures.

Chambre des Députés.

(Présidence de M. Girod (de l'Ain).)

(CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DU PRÉCURSEUR.)
Séance du 28 novembre.

A une heure la séance est ouverte.
Le procès-verbal est adopté.

L'ordre du jour appelle à la tribune M. Gillon, rapporteur de la commission des pétitions.

Plusieurs pétitions insignifiantes sont renvoyées aux différents ministres qu'elles concernent.

« Les ouvriers cordiers, à Agen, se plaignent des avantages supérieurs dont jouit la maison centrale de détention, à Lysses, pour les ouvrages qu'on y confectionne à bas prix. »

La commission propose le renvoi aux ministres de la marine et de l'intérieur.

M. de Laborde présente des considérations sur le régime à établir dans les prisons en ce qui concerne les travaux industriels dont s'occupent les détenus. Il est nécessaire dans un état de civilisation avancée que la peine prononcée contre les coupables ne soit pas uniquement une punition corporelle. Il est juste que le criminel rapporte à l'Etat ce qu'il lui coûte; mais il faut chercher aussi à ce que cet avantage se concilie avec l'intérêt des industries particulières. Le meilleur moyen serait de faire confectionner, par les détenus, les divers objets qui sont nécessaires à l'entretien des troupes soit de terre soit de mer. Il appuie le renvoi proposé par la commission au ministre de la marine, et demande en outre le renvoi au ministre de la guerre.

M. Merle de Massoneau parle dans le même sens de M. de Laborde.

M. Beauséjour. La pétition qui vous est présentée soulève une question d'économie politique excessivement grave, il s'agit de savoir si des gens qui sont en prison jouiront des mêmes avantages que ceux qui paient des impôts, des patentes, des droits directs et indirects, qui ont une famille à nourrir; l'orateur présente quelques considérations à cet égard et appuie le double renvoi.

M. Charles Dupin combat les arguments de M. Beauséjour; il pense qu'il n'y a pas de comparaison entre un ouvrier libre et un ouvrier emprisonné, et que la concurrence ne sera jamais à craindre pour le premier; il regarde le renvoi au ministre de la marine comme préjugeant une question administrative; il consent au renvoi à M. le ministre de l'intérieur, chargé de la police des prisons, afin qu'il veille à ce qu'un trop grand nombre de prisonniers ne se livrent à l'exercice de la même industrie dans les localités où il en pourrait résulter des inconvénients.

M. de Tracy profite de cette occasion pour solliciter les améliorations en faveur du régime intérieur des prisons; il demande le renvoi à M. le garde-des-sceaux.

M. Charles Dupin, de sa place : Le meilleur moyen d'assurer la moralité des prisonniers, c'est de leur donner un état.

M. le garde-des-sceaux dit que le régime des prisons n'entre pas dans ses attributions.

M. Rambuteau soutient que le meilleur moyen de moraliser les prisonniers est de leur donner dans l'intérieur des prisons des travaux industriels qui leur procurent un état et un petit pécule soit journalier soit amassé pour l'époque de leur sortie. Ce régime est la base d'un bon système pénitentiaire.

M. de Laborde insiste sur le renvoi aux ministres de la guerre et de la marine.

M. de Tracy insiste aussi sur le renvoi au garde-des-sceaux.

La chambre ordonne le renvoi à MM. les ministres du commerce, de la guerre, de la marine et de la justice.

Une pétition des chapeliers portant les mêmes plaintes que la pétition précédente est renvoyée aux mêmes ministres.

« Les sieurs Gatine, Bissette et Fabien, à Paris, réclament pour les habitants des colonies d'Amérique une législation qui règle leurs droits civils et politiques, abolisse l'esclavage et les privilèges, et les assimile en tout à ce qui régit la France. »

La commission propose le renvoi au ministre de la marine et des colonies.

M. de Laborde proteste contre l'esclavage au nom des droits de l'humanité. Il se plaint que les juges des esclaves sont trop enclins à les considérer comme des choses et non pas comme des hommes. Et cependant ils sont des hommes : *imò homines, imò contubernales*. Un concile a mis autrefois en question si les femmes appartenaient à l'humanité. (Rire général. Les yeux se tournent vers les tribunes des dames, qui partagent l'hilarité de l'assemblée.) Mais, Messieurs, ajoute M. de Laborde, la question ne fut décidée à l'avantage des femmes qu'à une faible majorité. Je pense que ce n'est pas à une faible majorité qu'on déciderait aujourd'hui que les esclaves sont des hommes. Je demande donc qu'on leur accorde tous les droits et toutes les garanties dus à l'humanité. Il appuie le renvoi.

M. le ministre de la marine : Messieurs, je ne viens pas m'opposer au double renvoi proposé, mais je viens répondre aux assertions émises par l'honorable M. de Laborde; il dit que l'esclavage existait aux colonies, et que les hommes y étaient traités comme des animaux. Messieurs, nous sommes tous d'accord sur la nécessité d'améliorer la législation des colonies; mais il est des intérêts qu'il faut ménager, et ne pas s'exposer par trop de précipitation à faire naître des maux plus graves que ceux qui existent. Nous ne pouvons pas nous dissimuler que dans ce moment l'esclavage est l'état légal des colonies; ce que nous devons surtout poursuivre, c'est la traite des noirs; (très-bien !) toutes les puissances maritimes doivent la flétrir, la condamner partout. Il est à désirer que ces puissances soient à cet égard unanimes; c'est le but constant du gouvernement; (très-bien !) et nous avons lieu d'espérer que bientôt nous pourrions donner à la chambre connaissance de conventions prises à cet égard avec une puissance voisine. (Adhésion générale.)

MM. Salvette et de Tracy appuient la pétition.

M. Gaëtan de Laroche foucauld monte à la tribune. (De tous côtés : Aux voix ! aux voix !) Je n'ai qu'un mot à dire, et qui satisfait toutes les opinions. On a dit qu'il ne fallait pas improviser à la tribune une législation sur les colonies; mais j'apprendrai à la chambre qu'une commission a été formée dans les colonies, commission à laquelle se sont associés les colons eux-mêmes, et dont le but est d'affranchir les enfants des femmes esclaves qui sont actuellement enceintes, et de faire passer ces enfants de l'état d'esclavage à celui de domesticité. Cette pensée est consolante. Voilà ce que je tenais à dire à la chambre.

M. Dumont défend la commission contre le reproche qui lui a été adressé de vouloir maintenir la législation existante. Il reproduit la demande du renvoi de la pétition aux ministres de la justice et des colonies.

Ce double renvoi est ordonné.

M. Caumartin, autre rapporteur, a la parole.

« Des anciens gardes françaises, vainqueurs de la Bastille, réclament la récompense qui leur a été promise par plusieurs assemblées législatives, depuis quarante ans. »

La commission propose l'ordre du jour sur le droit, et le renvoi au conseil des ministres pour le fait.

MM. Lameth et Lafayette demandent la parole en même tems.

M. Lameth monte à la tribune. Il dit que c'est à ces courageux vainqueurs de la Bastille qu'a été due la destruction du régime féodal, et cette belle déclaration des droits de l'homme, dont on a voulu abuser quelquefois, mais qui était nécessaire alors. Il fut chargé par l'assemblée nationale de présenter un projet de récompense pour les gardes françaises.

Il y a quelques semaines, il ne restait plus que trente de ces courageux citoyens; aujourd'hui il n'en reste plus que vingt-huit, tant la faulx du tems nous moissonne rapidement. Il appelle en conséquence la bienveillance et la justice de MM. les ministres sur les débris de notre révolution. Le sacrifice qu'on fera en leur faveur sera peu considérable et de peu de durée.

M. le général Lafayette: D'après les détails qui viennent de vous être donnés, je croirais superflu de prendre la parole, si mes vieux compagnons d'armes et de révolution n'avaient réclamé le témoignage de leur ancien général. Les anciens gardes françaises ont rendu d'immenses services à la liberté. Ils se sont ensuite fait incorporer dans la garde nationale soldée. Ils furent envoyés à la frontière. Et c'est de là que sont sortis les Hoche, les Desaix et tant d'autres illustres généraux. J'appuie donc le renvoi au président du conseil, proposé par mon ancien collègue. Je profiterai de cette circonstance pour appeler l'intérêt du gouvernement sur l'ancien architecte Valois, chargé de présider à la démolition de la Bastille.

Le renvoi au président du conseil est ordonné.

Une voix: C'est le renvoi au conseil qui est demandé.

M. le président: C'est la même chose.

La chambre reprend la suite de la discussion du projet de loi tendant à introduire des réformes dans le code pénal; la discussion continue sur la peine de la déportation; MM. Dumont, Roger, Vatimesnil, Parant, Amilhau, sont entendus.

Le premier paragraphe de l'article 2 est renvoyé à la commission ainsi que l'amendement de M. Barret, adopté vendredi.

Il est quatre heures et demie; la séance continue.

L'ordre du jour est la délibération sur le projet de résolution de la comptabilité de la chambre pour l'année 1830.

M. le président donne lecture de ce projet de résolution composé d'un article unique qui porte les dépenses de la chambre à la somme de 650 mille francs.

Ce projet est adopté sans discussion par assis et levé.

Extérieur.

(CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DU PRÉCURSEUR.)

LONDRES, 26 novembre. Les consolidés sont à 83 1/4 3/8.

Le conseil s'est assemblé et est demeuré trois heures en délibération.

Le dernier bulletin de Sunderland, du 24 novembre, porte à 15 le nombre des malades du choléra ordinaire, et 8 celui des malades du choléra épidémique. Depuis le 23, 5 individus ont succombé à ce dernier.

Nous n'avons ce matin aucun arrivage de malles ni de lettres. En conséquence nous sommes sans nouvelles du continent, et par conséquent fort pauvres en faits.

(Sun.)

Une frégate est arrivée de Bombay; mais il y a longtemps qu'elle en était partie, de sorte qu'elle nous apporte peu de nouvelles intéressantes.

POLOGNE. — Varsovie, 16 novembre. Le 13 et le 14 de ce mois, le choléra-morbus a de nouveau atteint avec une telle violence plusieurs personnes dans Varsovie, que celles qui n'ont pu se procurer très-rapidement les ressources de l'art, sont mortes au bout de 24 heures. Dans la saison actuelle un refroidissement de bas ventre peut causer sur-le-champ le choléra. (Gazette d'Etat de Prusse.)

— On lit dans une proclamation du roi de Prusse, datée de Potsdam, 31 octobre:

«Maintenant que la tranquillité est rétablie dans le royaume de Pologne, je veux, autant que possible, établir pour le 4^e corps d'armée l'état des choses qui existait avant la révolution de Pologne. En conséquence, j'ai ordonné, 1^o que la landwehr se rendrait immédiatement dans ses quartiers et qu'elle serait immédiatement licenciée, même ceux de la 2^e levée.

2^o Que les troupes de ligne des 5^e et 6^e corps d'armée et celui du 2^e, qui ne sont point employés à la surveillance des Polonais, rentreraient dans leurs garnisons, et qu'on diminuerait leur nombre par le licenciement des troupes de guerre.

EGYPTE. — Alexandrie, 25 octobre. — Le coléra a enfin entièrement disparu de cette ville ainsi qu'au Caire. Depuis un mois il n'y a presque plus eu de malades; et sans la stagnation du commerce et la suspension des paiements, on n'y penserait même plus. L'attention générale du public se porte maintenant sur la grande expédition militaire que le pacha d'Egypte prépare contre la Syrie.

A M. le Rédacteur du Précurseur.

Lyon, le 30 novembre 1831.

Monsieur,

Blessé dans ce que l'homme a de plus cher au monde, l'honneur, j'ai recours à la publicité pour détruire une infâme calomnie, que je défie de pouvoir justifier. On a répandu (et ce bruit s'est accrédité) que j'aurais applaudi aux blessures reçues par les soldats de la ligne stationnés dans la rue Grenette, près de mon domicile. Cette action que je regarderais comme inhumaine et barbare, si elle n'était en même tems la plus lâche et la plus criminelle, je la désavoue entièrement, et je déclare calomnieuse quiconque s'en rendrait de nouveau le propagateur, le déifiant de rien prouver de semblable.

Dans quelque position que l'on soit placé, l'honneur est tout, et nul ne doit y laisser porter atteinte.

Je joins à l'envoi de ma lettre un certificat de mes voisins, pour affirmer ma dénégation et justifier ma conduite.

Pardonnez, M. le rédacteur, si je vous distrais des soins généraux pour une question individuelle; mais l'accusation était trop grave pour la laisser sans réponse.

(Suivent les signatures.)

Guillermond, pharmacien, Barile, Plassard, Gaillard père, Ant. Guilloud, veuve Béchetoile, Jobert, docteur; Brun, Aug. Dériard, Joly, Berthier, Bernard, Bussi, Delanoï, Rivière. BORDON.

Les parents de M. Nicolas Fernon, décédé aujourd'hui, préviennent ceux de ses amis auxquels, faute de les connaître, on n'a pu envoyer des lettres d'invitation, que son convoi partira de l'Hôtel-Dieu, demain jeudi, 1^{er} décembre, à 3 heures précises du soir.

Annonces judiciaires.

(9134) Par jugement rendu par la première chambre du tribunal civil de Lyon, le dix-sept novembre présent mois, enregistré le dix-neuf, expédié et scellé, la demoiselle Jeanne-Louise-Fulgen,

Goiran, sans profession, demeurant à Lyon, place du Change dûment autorisée en justice, a été séparée quant aux biens d'avec le sieur Pierre-Girard Dumoulager, son mari, négociant, demeurant en cette ville, ci-devant quai Saint-Clair, et actuellement place du Change, et ses droits dotaux ont été liquidés.

M^e Yvrard, avoué près ledit tribunal, demeurant en cette ville, quai Humbert, n^o 12, a occupé dans l'instance pour la demanderesse.

Pour extrait: Lyon, le trente novembre mil huit cent trente-un. YVRARD.

(9138) VENTE JUDICIAIRE EN TROIS LOTS, D'immeubles situés à Givors, arrondissement de Lyon, appartenant aux enfants mineurs de défunt Joseph-Antoine Duchêne.

Cette vente est poursuivie devant le tribunal civil de Lyon, à la requête de la dame Marie Raspillier, veuve de Joseph-Antoine Duchêne, rentière, demeurant à Givors, tutrice légale de Pierre-Antoine-Nicolas, Joseph-François-René et Vincent-Joseph Duchêne, ses trois enfants mineurs, issus de son mariage avec ledit Joseph-Antoine Duchêne, laquelle veuve Duchêne a constitué pour son avoué M^e Jean-François Berthon-Lagardière, ayant cette qualité près le tribunal civil de Lyon, où il demeure, rue du Bœuf, n^o 28:

En présence du sieur Jean-Claude Alliment, marchand de charbons, demeurant à Givors, subrogé tuteur desdits mineurs Duchêne, lequel n'a pas constitué d'avoué;

Et en vertu de deux jugemens rendus en la chambre du conseil du tribunal civil de Lyon, les 12 février et 16 juillet 1831.

Les immeubles à vendre sont tous situés à Givors, arrondissement de Lyon; ils proviennent de la succession de Joseph-Antoine Duchêne, et seront vendus en trois lots séparés, au par-dessus de l'estimation de l'expert, sauf l'enchère générale qui sera ouverte sur les trois lots réunis, et qui sera préférée si elle surpasse le montant réuni des enchères particulières.

Désignation des immeubles à vendre.

Ils se composent, savoir:

LE PREMIER LOT.

D'un grand corps de bâtiment, ayant rez-de-chaussée, cave voûtée, premier et deuxième étages et grenier au-dessus, d'une cour et petit parterre à l'occident; d'un petit espace carré servant de passage pour communiquer au grand jardin dont sera ci-après parlé, et d'un grand jardin en partie clos de murs; la superficie du sol de la maison est de 161 mètres carrés; celle de la cour et petit parterre y atteignant, de 132 mètres carrés; celle du petit passage, de 9 mètres carrés, et enfin celle du grand jardin, de 9 ares 90 centiares. Ce lot, qui compose les articles 1 et 2 de la désignation portée au cahier des charges, est confiné, à l'orient, par la Grande-Rue tendant de la place au port; à l'occident, par les bâtimens de Fleuri Drevet; au midi, par la maison et jardin des héritiers Dumaine.

LE II^e LOT.

D'un autre jardin, au nord du précédent, de la contenance superficielle de 2 ares 38 centiares et clos de murs; confiné, au nord, par la rue de Lyon, le long de laquelle il se prolonge sur une longueur de 9 mètres 5 décimètres; à l'orient, par le jardin du sieur Pitiot, dit Petit; au midi, par le jardin ci-dessus rappelé; et à l'occident, par une cour et un passage dépendant du 3^e lot.

LE III^e LOT.

D'un grand tènement de bâtiment, cour et passage, à l'extrémité duquel est un portail et une petite porte ouvrant sur la rue de Lyon, écurie, hangar et vaste fenil au-dessus; puits à eau claire, avec une pompe à tuyaux en plomb, son balancier en fer, et une auge en pierre de taille de grande dimension.

La superficie des cour et bâtimens est de 6 ares 25 centiares.

Le tout est clos de murs; du côté de l'orient, le mur est à hauteur d'appui, au-dessus est une barrière en bois.

Ce lot est confiné, au nord, par le second lot et par le jardin de Fleuri Farge; à l'orient, par le grand jardin appartenant au premier lot; au midi, par le jardin de M. Fleuri Drevet, et à l'occident, par le jardin de M. Touchebeuf.

La publication du cahier des charges devant servir à la vente des immeubles sus-énoncés, a été faite le quinze octobre mil huit cent trente-un.

L'adjudication préparatoire a eu lieu en l'audience des criées du tribunal civil de Lyon, du samedi vingt-six novembre mil huit cent trente-un, au par-dessus de la somme de quinze mille francs pour le premier lot.

De celle de deux mille francs pour le second lot,

Et de celle de cinq mille francs pour le troisième lot.

L'adjudication définitive aura lieu en l'audience des criées dudit tribunal, palais de justice, place St-Jean, le samedi dix décembre mil huit cent trente-un, depuis dix heures du matin jusqu'à la fin de la séance.

BERTHON-LAGARDIÈRE.

Nota. Les enchères ne seront reçues que par le ministère d'avoués.

S'adresser, pour avoir de plus amples renseignements, à M^e Berthon-Lagardière, avoué poursuivant, rue du Bœuf, n^o 28, et pour voir le cahier des charges, au greffe du tribunal, où il est déposé.

Annonces diverses.

(9136) Très-beau magasin de nouveautés à remettre avec de fortes réductions de prix et de grandes facilités pour les paiements.

Ce magasin, situé à Dijon (Côte-d'Or), dans l'emplacement le plus favorable à la vente, parfaitement assorti, réputé pour le bon goût et possédant une excellente clientèle, se compose des étoffes de nouveautés en tous genres, soieries, mousselines, mérinos, schals, blouses, ganterie, bonnetterie, tricots, etc., etc., parfumerie fine et accessoires.

S'adresser à M^e Chevalier, notaire, place du Palais, à Dijon.

(9140) A vendre présentement. Une fabrique de soierie et étoffes pour meubles, en pleine activité, et jouissant d'une excellente clientèle.

S'adresser, pour les conditions, à M^e Bonneville, notaire à Tours (Indre-et-Loire.)

(9144) A céder à très-bon compte pour cause de départ. — Un salon de lecture très-achalandé et dans un très-bon quartier. S'adresser à M^e Quantin, notaire, quai St-Antoine, n^o 11.

(9131) Mercredi matin, 23 novembre 1831, à 3 heures environ, il a été perdu du centre du quai St-Clair, au Charriot-d'Or, à la Croix-Rousse, en passant par le quai d'Herbouville, et montant l'escalier qui touche au café du Grand-Fleuve, une bague, montée à l'antique, composée d'une plaque losange garnie de quatre brillans. Récompense à qui la rapportera au bureau du Précurseur.

(9133) On demande un jeune homme de 13 à 15 ans, pour être employé dans un bureau. S'y adresser, place des Terreaux, n^o 10, au 1^{er}.

(9141) POMMADE CONTRE LES DARTRES.

Cette pommade qui guérit en très-peu de tems et radicalement les dartres, se trouve chez Chambert, pharmacien, rue Saint-Georges, n^o 19.

On y trouve également un excellent sirop anti-dartreux.

(9132 G.) Les personnes en mains desquelles peuvent être tombés les effets ci-après désignés, sont invitées à les faire remettre chez MM. Gros Davillier Roman et C^e, hôtel du Nord, chambres n^{os} 18, 24 ou 25.

On prie les maisons chez lesquelles on se présenterait pour recevoir le montant de ces mêmes effets, ou pour en opérer la négociation, de vouloir bien les retenir en en donnant avis à l'adresse ci-dessus.

253 f., 30 décembre. Mandat de Vaillet, de Grenoble, sur Benoît Ferrouillat et Martinais, à Lyon.

500 f., 30 novembre. Traite de Just Lenoir, de Paris, sur C. De-lorme, à Lyon.

336 f., 30 novembre. Traite de Bonnefoy aîné, de Montélimart, sur Brullé fils, à Lyon.

670 f., 25 novembre. Mandat de Sambucy et Cariol, de Clermont-Ferrand, sur Chevalier-Arnaud, à Lyon.

1,023 f., 15 janvier. Mandat de François Baille, d'Auxonne, sur Pine Desgranges et C^e, à Lyon.

300 f., 15 janvier. Mandat de Jusserand Charles et Lerat, Clermont-Ferrand, sur L. Pous Morin et Stein-r, à Lyon.

513 f. 40 c., 31 janvier. Traite de Couturier cadet, de Mâcon, sur Deguers et Coindre, à Lyon.

208 f., 30 novembre. Billet de Faure et Giraud, de Lyon, ordre Hippolyte Villebrand.

338 f., 15 janvier. Mandat de Arro, de Puycedra, sur Marti, à Montpellier.

4,656 f., 1^{er} février. Billet de A. Darles, de Carcassonne, ordre Escolier Berniolle.

330 f., 30 novembre. Mandat Chabrier, d'Ambert, sur Gayet Gourd et C^e, à Lyon.

454 f., 31 janvier. Mandat de Poncet frères, d'Avignon, sur Belmont Terret et C^e, à Lyon.

114 f. 70 c., 31 janvier. Mandat de Gros Davillier Roman et C^e, de Lyon, sur Salomon Séligmann, à Nîmes.

392 f., 15 janvier. Mandat du receveur-général de Grenoble, sur André Charvet et C^e, à Lyon.

200 f., 31 janvier. Traite d'Augustin Périer et C^e, de Grenoble, sur Augustin Périer et C^e, à Lyon.

1,106 f. 85 c., 27 novembre. Traite de P. Guerrini à M. Massot, de Marseille, sur P. Mas, à Lyon.

152 f., 25 novembre. Mandat de Mignot, de Pontarlier, sur François Pinel et C^e, à Lyon.

600 f., 30 novembre. Mandat de François Silvestre, de Carpentras, sur Annette Benière, à Lyon.

569 f. 65 c., 15 janvier. Mandat de Silvant Dagueneu, de Besançon, sur Louis Pous Morin et Steiner, à Lyon.

142 f. 10 c., 31 décembre. Mandat de Richard et fils, de Tournon, sur Andra Cousins, à Lyon.

1,296 f., 30 novembre. Mandat de Ponchon fils aîné, de Grenoble, sur Gayet Gourd et C^e, à Lyon.

206 f., 30 décembre. Traite de Grobost à Jacquard, de Besançon, sur Crozet Delafay et C^e, à Lyon.

567 f., 31 décembre. Mandat de Drevon Dunoyer et Marion, de Dijon, sur Delamare Martin Didier et C^e, à Paris.

374 f. 70 c., 20 décembre. Traite de Chamet frères, à Marseille, sur Mercier et C^e, à Paris.

(9011 6)

AVIS.

Le superbe paquebot à vapeur le François premier, de la portée de 450 tonneaux, avec des machines à basse pression de la force de 120 chevaux, partira de Marseille pour Naples le 9 décembre prochain.

Il touchera les ports de Gènes, Livourne et Civita-Vecchia.

Ce départ sera le dernier qui aura lieu dans l'année 1831.

Indépendamment de l'élégance de ce paquebot et des commodités qu'il a pour MM. les voyageurs, l'administration se fait un plaisir de faire connaître au commerce, que, vu sa grande portée, il peut recevoir un nombre considérable de colis, quelles que soient leurs dimensions.

Pour fret et passage, s'adresser à Marseille à MM. Claude Clerc et C^e, armateurs; ou à M. Blétry, courtier royal, rue de la Cannebière, n^o 52.

(9012 6)

L'administration des paquebots à vapeur nationaux le François premier et le Royal Ferdinand, à l'honneur de prévenir le commerce qu'à partir du premier janvier prochain, ces deux paquebots partiront alternativement de Marseille de 15 jours en 15 jours.

Les départs auront lieu le 15 et le 30 (ou soit 31) de chaque mois.

Ils toucheront les ports de Gènes, Livourne, Civita-Vecchia, Naples, Palerme et Messine.

Les provenances de Belgique importées dans le royaume de Naples par ces paquebots, ne seront pas soumises à la surtaxe de 10 p. 100.

Ils sont privilégiés pour la navigation à vapeur pour les ports de la Sicile.

Ces deux paquebots sont bien connus à Marseille pour leur marche, ainsi que pour les commodités qu'ils offrent pour les passagers et le transport des marchandises.

L'administration espère que la régularité et la fréquence des départs résultant de ses nouveaux arrangements, et surtout l'avantage de pouvoir expédier des marchandises à Palerme et à Messine sans transbordement à Naples, donneront toute satisfaction au commerce.

Pour fret et passage, tant pour l'Italie que pour la Sicile (à partir de janvier prochain), s'adresser à Marseille, à MM. Claude Clerc et C^e, consignataires intéressés; ou à M. Blétry, courtier royal, rue de la Cannebière, n^o 52.

SPECTACLE DU 1^{er} DÉCEMBRE.
GRAND-THÉÂTRE.

Jeanne la Folle, drame. — Denise et André, ballet en 2 actes.

BOURSE DE PARIS. — 28 Novembre 1831.

	1 ^{ers} cours.	plus haut.	plus bas.	derniers.
Cinq p. 400 au comp.	94 75	" "	" "	94 85
— fin courant	94 75	" "	" "	94 75
Empr. 1831 au comp.	" "	" "	" "	" "
— fin courant	" "	" "	" "	" "
Quat. p. 400 au compt.	" "	" "	" "	" "
Trois p. 400 au compt.	68 35	" "	68 20	68 20
— fin courant	68 60	" "	68 "	68 25
ACTIENS DE LA BANQUE	" "	" "	" "	" "
RENTE DE NAPLES au comp.	80	81	80	80
— fin courant	81	" "	80 60	81
CORTÈS.	" "	" "	" "	" "
ESPAÑOL. Emprunt royal	" "	" "	" "	" "
— fin courant	" "	" "	" "	" "
— Rente perpét. .	" "	" "	" "	" "
— fin courant	" "	" "	" "	" "
QUATRE CANAUX. . .	" "	" "	" "	" "
CAISSE HYPOTHÉCAIRE. .	" "	" "	" "	" "
EMPR. D'ITALIE. . .	" "	" "	" "	" "

Anselme Petetin.

Imprimerie de BARNET, Grand-rue Mercière, n^o 44.